

# DÃ©claration des participants au Forum Alternatif Mondial de l'Eau

Dossier de la rÃ©daction de H2o  
March 2012

En tant que membres du Mouvement pour l'Eau Bien Commun, les participants au Forum Mondial Alternatif de l'Eau de Marseille, rappellent partager une vision commune de l'eau, considÃ©rÃ©e comme un bien commun et non comme une marchandise. Ils saluent Ã cet effet les victoires obtenues par le mouvement : la reconnaissance par les Nations unies du droit Ã l'eau potable et Ã l'assainissement en tant que « droit de l'homme, essentiel Ã la pleine jouissance de la vie » (rÃ©solution 64/292), l'inscription de ce droit dans les Constitutions de plusieurs Ã‰tats d'AmÃ©rique du Sud et d'Afrique, le succÃ´s du rÃ©fÃ©rendum italien contre la privatisation de la gestion de l'eau, ainsi que la remunicipalisation de l'eau Ã Paris, Buenos Aires, Atlanta et dans de nombreuses autres villes du monde, enfin les premiÃ"res dÃ©cisions de justice qui mettent en application le droit humain Ã l'eau. Elle appelle aussi l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations unies Ã organiser un Forum mondial et dÃ©mocratique de l'eau, en octobre 2014, afin d'obtenir des Ã‰tats l'engagement devant la communautÃ© internationale de mettre en application le droit humain Ã l'eau et Ã l'assainissement. Les systÃ"mes publics de gestion de l'eau et d'assainissement devront Ãªtre financÃ©s par le biais d'une fiscalitÃ© progressive, des taxes nationales et internationales sur les transactions financiÃ"res et grÃ¢ce Ã une rÃ©affectation des dÃ©penses militaires. La dÃ©claration dÃ©fend les droits des peuples autochtones ainsi que les droits des femmes et prÃ©conise de valoriser les pratiques et les savoirs traditionnels et coutumiers, essentiels pour la construction d'alternatives au systÃ"me de valeurs dominant, rÃ©gi par la seule logique Ã©conomique.

Elle condamne l'extractivisme (l'exploitation des biens naturels Ã l'Ã©chelle industrielle) sous toutes ses formes, et en particulier les projets d'extraction de minerais et d'hydrocarbures et la complaisance des institutions financiÃ"res internationales et des gouvernements qui soutiennent et appliquent ce modÃ"le de dÃ©veloppement et appelle Ã la crÃ©ation d'une Cour pÃ©nale internationale sur les dÃ©cits environnementaux. Devront dÃ"s lors Ãªtre garantis la prÃ©servation et l'intÃ©gritÃ© du cycle de l'eau dans le cadre de la reconnaissance des droits des Ã©cosystÃ"mes et des espÃ"ces Ã exister, Ã s'Ã©panouir et Ã se reproduire.

Les participants s'engagent Ã poursuivre la construction de rÃ©seaux et de nouvelles alliances sociales, Ã©largissant et approfondissant nos liens avec les mouvements populaires et citoyens qui luttent pour la souverainetÃ© alimentaire, la dÃ©mocratie, la justice sociale et Ã©cologique. Ils s'engagent Ã©galement Ã impliquer les autoritÃ©s locales et les parlementaires qui sont dÃ©terminÃ©s Ã dÃ©fendre l'eau comme un bien commun et Ã rÃ©affirmer le droit Ã l'eau douce pour tous les Ãtres humains, la nature et ses autres habitants. Ils encouragent tous les services publics et les communautÃ©s d'usagers de l'eau Ã se rassembler et Ã crÃ©er des associations nationales et des rÃ©seaux rÃ©gionaux.

## FAME 2012 - Déclaration finale des participants